Nous, socialistes...

PARTI SOCIALISTE
Secrétariat national à la Formation
12, cité Malesherbes, 75009 PARIS
Tél. (1) 878.40.73
Novembre 1979 - 5 francs



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Nous, socialistes...

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Table des matières

Avant-propos 3
Introduction 5
Nos grandes divergences avec le P.C.F. 7
L'Union de la gauche entre partenaires égaux 19
Garder le cap 29
Annexe 1 : La déclaration du 30 mai 1979 35
Annexe 2 : Le discours d'Anglet (extraits) 38
Annexe 3 : La déclaration commune du 20 septembre 1979 39

Avant-propos

La présente brochure est la suite logique de celle que le Secrétariat national à la Formation avait publiée en octobre 1978 sous le titre « néo-stalinisme aux couleurs de la France ou union de la gauche ? ». Elle s'inscrit cependant dans une perspective assez différente.

En 1978, il s'agissait de faire le point pour nos camarades, de voir clair, de comprendre à fond. Nous pensons que c'est fait. Ayons l'honnêteté de le reconnaître : l'attitude de la direction du Parti communiste nous a sur ce point beaucoup aidés. On comprendra pourtant que nous nous serions volontiers passé de la démonstration.

Il nous faut maintenant aller plus loin. Un parti politique, ce n'est pas seulement une organisation, un programme, une stratégie, un projet. C'est aussi un état d'esprit, un style de travail, un type de comportement. Ce sont ces dernières caractéristiques qui le définissent le mieux dans l'opinion. Or, dans la dernière période, on a pu constater, concrètement, ce qui, en ce domaine, différencie l'esprit du socialisme de celui qui anime les autres partis de gauche. Notre but ici est donc clair : regrouper et mettre en forme ces divers éléments qui nous caractérisent dans l'opinion, « nous, socialistes ».

De ce fait même, on le comprendra, cette brochure vise à toucher, à travers les militants socialistes qui en sont le public naturel, l'ensemble du peuple de gauche, et plus particulièrement les militants qui le structurent, quelle que soit leur appartenance partisane.

Gérard DELFAU
Secrétaire national à la formation

Colette AUDRY
Déléguée générale à la formation

Cette brochure a été entièrement rédigée par Colette Audry. Trop modeste, celle-ci fera valoir qu'elle a bénéficié des conseils et de la collaboration de Jean Pronteau, délégué général chargé de l'I.S.E.R., des suggestions de Michel Berson et des propositions de la commission de lecture issue du Bureau exécutif. Tout cela est vrai. Et tout cela est faux. L'auteur, c'est elle. Ceux qui la connaissent l'auront perçu, comme moi-même. **G.D.**

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Introduction

Nous n'avons pas l'intention de reprendre ici une à une, pour les réfuter, toutes les accusations portées par le Parti communiste contre nous depuis bientôt cinq ans, toutes les contre-vérités, tous les procès d'intention qui se déversent jour après jour dans *l'Humanité*. Nous n'allons pas discuter une fois de plus sur le nombre de filiales des neuf grands groupes à nationaliser, qui fut quelque temps le cheval de bataille de la direction du P.C. ; elle-même a dû bientôt l'abandonner en constatant que ce dénombrement technique de « filiales » dont les militants eux-mêmes n'avaient jamais entendu parler jusque-là ne convainquait pas l'opinion.

Nous n'examinerons pas non plus ici toutes les hypothèses qui peuvent expliquer les raisons de l'attitude du P.C. depuis cinq ans et qui ont abouti à faire bénéficier Giscard et son gouvernement d'un sursis inespéré pour eux.

Tout cela, nos camarades le retrouveront dans :

— les deux rapports de Lionel Jospin au Comité Directeur sur les relations P.S.-P.C. (1) ;
— le fascicule « *Arguments et Documents* » paru au lendemain

(1) « *Le Poing et la Rose* » n° 40, avril 1975, et supplément au n° 70, avril-mai 1978.

de la rupture du 22 septembre 1977, publié par le Secrétariat national à la Formation ;

— la brochure *« Union de la gauche ou néo-stalinisme aux couleurs de la France »* du Secrétariat national à la Formation, publiée en septembre 1978.

Ce que nous voulons montrer et prouver sur quelques exemples, c'est en quoi et pourquoi notre idée et notre pratique de l'Union de la gauche diffèrent de celles du P.C.

Nous pensons qu'à la faveur de cette démonstration :

1. on verra mieux que la stratégie d'union telle que nous la concevons et la pratiquons est la seule possible, la seule fructueuse et efficace. N'oublions pas qu'*aussi longtemps qu'elle a été pratiquée tant bien que mal par le Parti communiste, la gauche n'a cessé de progresser.*

2. on comprendra mieux également, non seulement ce qu'est le Parti socialiste, mais aussi et surtout ce que sont le socialisme et l'esprit du socialisme.

■

Nos grandes divergences avec le P.C.F.

1. LE RAPPORT MARCHAIS DU 29 JUIN 1972

Prononcé *à huis clos,* au lendemain de la signature du Programme Commun de Gouvernement, ce rapport, qui avait pour but de justifier le contrat passé par la direction du P.C., devant les membres du Comité Central, s'efforce surtout de montrer que Georges Marchais ne se fait aucune « illusion » sur le P.S., et il ne fait état d'aucun changement de celui-ci depuis Épinay.

Le rapport ne fut divulgué que trois ans plus tard dans le livre d'Etienne Fajon : *« L'Union est un combat »* (1). Trois ans plus tard, c'est-à-dire neuf mois après le commencement de la polémique lancée par Roland Leroy et Georges Marchais, au lendemain des élections partielles de septembre 1974. On se souvient que ces élections avaient enregistré une montée en flèche du Parti socialiste.

Nous, socialistes, nous disons : C'était le droit du P.C. de n'avoir pas confiance dans son allié en 1972. En revanche, à la

(1) Éd. Sociales, coll. « Notre Temps ».

rentrée 1974, le P.S. avait déjà donné les preuves de sa fidélité à ses engagements et rien ne justifiait le revirement du P.C. Nous disons surtout : la direction du P.C. avait *le devoir* d'exprimer publiquement, au moins ses réticences au moment de la signature. Ce que nous reprochons au P.C., ce n'est pas le jugement qu'il portait, c'est le *secret* dont il l'a entouré, alors qu'à la même époque la signature du programme était saluée avec enthousiasme par *l'Humanité.* En gardant le silence sur sa véritable opinion, la direction du P.C. se réservait la possibilité du futur revirement, mais, ce faisant, elle trompait et son allié, et l'opinion, et ses propres militants, dont l'immense majorité ignorait tout du rapport. Elle se rendait ainsi coupable d'un double *langage,* pour ne pas dire d'un double jeu.

Nous, disons, nous, que dans tout parti qui se réclame du socialisme, les responsables doivent la vérité à leurs adhérents et au pays : ainsi seulement les militants et le peuple tout entier seront en mesure de *comprendre l'expérience historique qui leur est proposée* (en l'occurence l'expérience qu'allait être l'Union de la gauche) et de la hausser à la hauteur de l'événement.

Nous disons aussi que les dirigeants d'un parti qui se réclame du socialisme *doivent la vérité à leurs alliés* : la vérité qui, seule, permet le débat et permet à l'opinion de trancher. Mais la direction du P.C. ne veut pas d'un débat réel, elle en a peur, elle ne connaît que les affirmations et les attaques sans preuve. Elle ne veut pas non plus d'un allié à part entière avec lequel on débat d'égal à égal. Peut-être tout simplement parce que, dans sa conception « léniniste » cet allié est, par avance, réputé fragile, provisoire et peut toujours ultérieurement être considéré comme l'ennemi secondaire voire même principal.

2. L'ACCUSATION DE SOCIAL-DÉMOCRATISME

Pour les leaders du P.C.F.

a) en France, le Parti socialiste serait un parti social-démocrate, responsable comme tel de toutes les prises de position politiques de tous les partis social-démocrates européens ;

b) le bilan de la social-démocratie, dans son ensemble, non

seulement serait « globalement » négatif, mais le terme même de « social-démocrate » serait synonyme de toutes les faiblesses, de tous les reniements, de toutes les trahisons.

Voyons ce qu'il en est :

En ce qui concerne les rapports du P.S. avec les actuels partis social-démocrates, nous faisons remarquer au P.C. que le P.S. se situe très exactement à l'égard des « partis-frères » comme le P.C.F. à l'égard du P.C.I. On sait que le P.C.I. a sur certaines questions des orientations fondamentalement différentes de celles du P.C.F., notamment sur la question de l'Europe. Enrico Berlinguer déclarait, par exemple, le 21 mai 1979 à Turin : « Nous pensons que les pouvoirs du Parlement européen doivent être renforcés ».

André Lajoinie, membre du Bureau Politique du P.C.F., a déclaré le 11 juillet 1979 que son parti *ne serait tenu à aucune discipline de vote à l'Assemblée européenne.* Or c'est la même position qui avait été adoptée bien antérieurement (2) par le Comité Directeur du P.S. vis-à-vis des autres partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Assemblée européenne. Cette décision a été rendue publique en son temps ; le P.C. ne peut pas l'ignorer et ne l'ignore pas, ce qui ne l'empêche en rien de continuer à identifier, comme si de rien n'était, le P.S. et le S.P.D., François Mitterrand et Helmut Schmidt. Ce faisant, il dissimule encore une fois la vérité à ses propres militants et aux lecteurs de *l'Humanité.* Nous disons que c'est là mépriser les militants et les lecteurs : ce n'est pas le fait d'un parti qui se réclame du socialisme.

Il peut arriver en politique que ce que les dirigeants d'un parti estiment être la vérité doive se formuler avec précaution, soit parce que cette vérité — encore hypothétique — n'a pas encore subi l'épreuve des faits, soit parce qu'elle risquerait de provoquer des réactions (d'inquiétude, de découragement) qui en accroîtraient la gravité si elle était exprimée sans ménagement. Mais lorsqu'il s'agit de faits réels et datés (comme une déclaration ou une action), de pareilles considérations ne peuvent pas intervenir : les militants ont le droit d'être mis en possession des faits par leurs dirigeants. Ils ont le droit, à

(2) Résolution du Comité directeur du 21 octobre 1978.

chaque étape, d'être mis à même de juger sur pièces et de former leur opinion.

c) En ce qui concerne la social-démocratie dans son ensemble et au cours de son histoire, nous disons, nous, socialistes, qu'elle fut un moment considérable de l'histoire du mouvement ouvrier, et nous constatons que des millions de travailleurs continuent à lui faire confiance dans des pays où les P.C. n'ont pas réussi à conquérir une influence notable (Angleterre, Allemagne de l'Ouest, Autriche, Suède).

Nous constatons également que ces partis diffèrent entre eux par leur histoire, leurs traditions, leurs grandes orientations et qu'ils ne sauraient en aucune façon être mis sur le même plan. Nous savons très bien que, nulle part dans le monde, ces partis ne sont parvenus à renverser le régime capitaliste et nous en avons tiré les conséquences quand nous avons défini notre propre stratégie. C'est pourquoi nous ne sommes pas un parti social-démocrate et nous avons, dans l'Internationale socialiste, une ligne politique qui nous est propre.

Mais nous savons aussi que certains de ces partis ont à leur actif d'importantes réformes sociales, que le parti suédois, par exemple, a procédé à une réduction des inégalités qu'aucun P.C. au pouvoir n'est capable aujourd'hui de mettre en avant.

Nous pensons que si l'on mettait dans la balance, d'un côté les défaites, les graves erreurs (quant à la politique coloniale par exemple), les crimes (meurtres de Karl Liebknecht, de Rosa Luxemburg, de Léo Jogisches) de la social-démocratie, de l'autre les dizaines de millions de morts dont s'est rendue coupable la IIIe Internationale sous Staline, ce n'est pas du côté de la social-démocratie que pencherait le fléau (3).

3. LE PARI D'ÉPINAY

Néanmoins, nous ne mettons pas le poids de tous ces morts au débit du P.C.F. d'aujourd'hui. Nous ne sommons pas sans cesse le P.C. de rendre des comptes sur son passé et Georges

(3) Le Parti socialiste estime qu'il a tout à gagner à la connaissance approfondie du passé et à la réflexion sur son héritage. Il estime au surplus que l'autocritique est *par définition* la critique *de soi* et *des siens*, non celle des autres (comme semblent le croire les communistes). C'est pourquoi l'Institut socialiste d'Études et de Recherche prépare un colloque sur la social-démocratie qui se déroulera au début de 1980.

Marchais de justifier Maurice Thorez, voire de se justifier lui-même. Nous ne reprochons pas indéfiniment au P.C.F. d'avoir approuvé les yeux fermés en 1928 les cruautés de la collectivisation agraire, en 1936 et en 1950 les iniquités des procès de Moscou, etc.

Ou encore, quand Georges Marchais affirme : « Sur les crimes de Staline, nous nous sommes prononcés. Nous avons condamné ces crimes », les socialistes ne mettent pas sans cesse sous les yeux de leurs camarades communistes les titres de *France Nouvelle* du 14 mars 1953 :

« Le cœur de Staline
a cessé de battre
MAIS LE STALINISME VIT
IL EST IMMORTEL
A STALINE A TOUT JAMAIS
NOUS RESTERONS FIDÈLES »

Nous ne nous fondons pas là-dessus pour proclamer : « Le Parti communiste n'a pas changé, il ne changera pas. Il ne peut pas changer, il est stalinien par nature ».

Car si nous savons, nous socialistes, qu'il arrive aux partis (comme aux hommes) de commettre des erreurs parfois tragiques, nous sommes convaincus aussi qu'un parti peut surmonter ses crises graves, changer et se renouveler : on l'a vu lors du printemps de Prague en 1968.

En revanche, nous avons le droit d'attendre et d'exiger du P.C. qu'il se comporte envers nous comme nous nous comportons envers lui. *Nous avons le droit d'exiger qu'il nous juge comme on doit juger un parti dans une période donnée, c'est-à-dire sur nos principes, nos déclarations, nos actes et sur la conformité de nos actes avec nos principes et nos déclarations.*

En décidant au congrès d'Épinay de nous engager dans l'alliance à gauche, nous avons fait une sorte de pari. Ce pari, c'était que, portés par le grand projet d'un programme commun, entraînés par l'action commune, nos deux partis se transformeraient, se renouvelleraient l'un et l'autre, l'un par l'autre, en viendraient à se

mieux comprendre et se délivreraient peu à peu de tous les poids morts du passé.

Nous savions que c'était à nous, socialistes, de marquer le premier changement (qui fut la répudiation de l'alliance au centre). Nous l'avons fait. Nous avons entrepris notre propre transformation. Et cette foi en la possibilité de nous changer nous-mêmes, à partir d'un juste choix politique, nous avons commencé par la manifester dans nos propres rangs.

Les hommes et les femmes qui se sont rencontrés à Épinay venaient d'horizons divers (S.F.I.O., P.S.U., P.C., Convention des Institutions Républicaines, groupe chrétien « Objectif 72 » de Robert Buron). Et, par exemple, les uns avaient soutenu la politique de Guy Mollet sous la IVe République, d'autres en avaient remontré au P.C. dans la lutte contre la guerre d'Algérie (4). Mais ce qui a compté pour nous tous, ce qui nous engageait désormais, c'était notre résolution commune. En 1971, à Épinay, *il n'y a pas eu de procès sur des faits antérieurs, il n'y a pas eu de 21 conditions.*

Les dizaines de milliers de militants qui nous ont rejoints au cours des mois et des années suivantes, les millions de voix qui se sont portées sur nos candidats, sont la preuve que le changement fut perçu. Ces militants nouveaux, ces électeurs nouveaux ont contribué à leur tour à accentuer le renouvellement.

Tous ceux-là ont cru en notre changement. Ils se sont reconnus dans l'Union de la gauche, dans une union réellement pluraliste et égalitaire ; ils ont vu dans une alliance loyale entre les partis la promesse d'un socialisme qui conserverait toutes ses chances à la démocratie, et dans le Programme Commun de Gouvernement, la seule alternative à la domination de la droite et à la survie du régime.

Et si nous, socialistes, nous élevons la voix aujourd'hui, c'est parce qu'il apparaît que les actes, les déclarations et la pratique du P.C. *ont cessé d'être en accord avec la politique*

(4) Nous pensons à la grande manifestation du 27 octobre 1961 où se retrouvèrent l'U.N.E.F., la F.E.N., le P.S.U. et à laquelle se joignirent spontanément de nombreux militants de la C.G.T. et certains communistes opposés à l'orientation trop frileuse de leur parti.

d'Union de la gauche telle qu'il l'avait acceptée et appliquée dans les premières années et telle qu'il prétend la vouloir encore, c'est parce que le P.C.F. a cessé de se comporter avec le P.S. en allié.

4. UN « PROCÈS DE MOSCOU » FAIT AU P.S.

En martelant sans répit ses agressions contre le P.S., le P.C. ne fait que reprendre les vieilles méthodes des enquêteurs et des procureurs de l'après-guerre dans les démocraties populaires.

La seule différence est que les victimes de ces procès finissaient toujours par « avouer » leurs fautes imaginaires, alors qu'il est impossible au P.C.F. d'obtenir du P.S. ce genre d'aveu. Mais le mécanisme est bien le même : non content de reprocher à l'inculpé des « crimes » qu'il n'a pas commis, on dénonce sa « nature » profondément corrompue : « oui, le P.S. est à droite... de par sa nature même » (5), le P.S. n'a pas changé et ne changera pas, car le P.S. ne peut pas changer, tel est le refrain des dirigeants communistes : tout pourrait changer sur le globe, mais non le P.S.

Ainsi, au lieu de porter un jugement critique, appuyé sur des faits réels, au lieu d'engager un débat honnête avec le partenaire, on profère à son endroit une condamnation sans appel, digne des temps de l'Inquisition : pis que condamné, le P.S. est damné. Rien n'est plus contraire à l'esprit du socialisme, à l'immense effort de réflexion sur l'expérience humaine et sur la réalité des forces sociales qu'il a accompli, rien n'est plus contraire aux méthodes de pensée que le socialisme s'est imposées et qui ont fait sa grandeur que cette pratique terroriste de l'accusation sans preuve.

5. LA PRATIQUE DE L'AMALGAME

La bourgeoisie et son gouvernement ne s'y trompent pas, eux. Ils se savent en danger depuis que le Parti socialiste a pris son essor en s'orientant radicalement à gauche, et ils s'emploient à l'affaiblir par tous les moyens : attaques contre son

(5) Georges Marchais, à la journée des parlementaires communistes, janvier 1978.

premier secrétaire, organisation de campagnes de presse, manœuvres de division, manipulation des bulletins de vote, rien n'y manque, *y compris les tentatives de séduction.* A les en croire, ils ne voudraient que du bien au P.S. Ils seraient prêts à devenir eux-mêmes « social-démocrates » si le P.S. était un « vrai », un « bon » parti socialiste, un parti socialiste à leur goût. Contre François Mitterrand, ils évoquent l'ombre de Léon Blum, doté à leurs yeux de toutes les vertus. Pareillement, du vivant de Léon Blum et contre lui, leurs prédécesseurs évoquaient Jean Jaurès. Pour la droite, les bons socialistes sont toujours des socialistes morts.

Or toutes les fois que Lecanuet, dont c'est plus particulièrement la spécialité, pousse un de ses chants de sirène, *l'Humanité* du lendemain feint de croire que *c'est arrivé.* On pourrait penser que si Lecanuet appelle Mitterrand à le rejoindre, c'est que Mitterrand n'est pas à ses côtés ! Erreur : c'est *la preuve* que Mitterrand a rejoint Lecanuet ; la preuve que Mitterrand et Lecanuet... Mitterrand et Giscard, c'est blanc bonnet et bonnet blanc !

Robert Fabre, président du M.R.G., accepte une mission de l'Élysée. Il est aussitôt désavoué par son parti. Mais *puisque* le M.R.G. (qui est partie prenante du contrat de la gauche) et le P.S. ont passé des accords électoraux aux législatives, Robert Fabre = François Mitterrand = Giscard.

Cette forme d'atteinte à la vérité porte un nom : l'amalgame. Autre pratique courante des procès de Moscou.

Quand il arrive à la direction du P.C.F. de tenir sur la question européenne le même langage que le leader du R.P.R. ; quand, le 1er décembre 1978, *l'Humanité* s'élève contre « l'abaissement de la France », quand Chirac, dans son appel du 6 décembre, reprend exactement la même expression et que *l'Humanité* du 7 écrit à son tour : « Chirac dénonce l'abaissement de la France », nous *constatons* ces convergences d'opinion et de formulation dont tout le monde a pu s'aviser en lisant les journaux, *mais nous ne disons pas pour autant, nous socialistes, que Chirac et Marchais c'est blanc bonnet et bonnet blanc.*

Nous nous refusons à pratiquer l'amalgame, car nous estimons qu'un parti qui se réclame du socialisme a d'abord pour fonction d'aider ceux qui lui font confiance à comprendre la réalité politique et non de les égarer ; de les aider à accroître leur expérience et non de les plonger dans la confusion. Car nous sommes convaincus que la capacité de construire le socialisme dépend au moins autant de la maturité politique du peuple que des qualités des partis socialistes au pouvoir.

6. L'UNION A LA BASE

L'expression « social-fascisme », constamment utilisée par le P.C. dans les années 28 à 34 (6), était aussi un amalgame caractérisé. Elle a aujourd'hui disparu. Elle a même été formellement condamnée naguère par Jean Kanapa, comme une erreur de l'époque qui ne « correspondait pas à la réalité ». Mais, dans ses articles du *Monde* des 21, 22 et 23 avril 1979, Jean Elleinstein, critiquant la politique de Georges Marchais, note très justement que c'est une véritable accusation de « social-giscardisme » que porte aujourd'hui contre le P.S. la direction du P.C.F. Social-fascisme, social-giscardisme, il s'agit bien de la même espèce d'amalgame. Et, de même que, jadis, le P.C. ne voulait pas entendre parler d'*« union au sommet »* avec les « social-fascistes » et préconisait la seule union à la base, cinquante ans plus tard, après avoir brisé l'Union de la gauche, sous le prétexte faux que le P.S. avait « viré à droite », le P.C.F., dans son Comité Central d'avril 1978, a relancé le mot d'ordre d'*« union à la base »* largement repris par le XXIIIe Congrès.

Cette fois, il est vrai, l'union au sommet n'est pas condamnée *dans son principe,* elle est même déclarée « indispensable » (7) et on laisse entendre qu'elle pourra renaître (quand la gauche sera « rééquilibrée dans le bon sens »). Mais il n'en reste pas moins que cette forme d'union, c'est-à-dire l'Union de la

(6) Au cours de ces années, l'Internationale communiste ayant décrété que le capitalisme était entré dans sa troisième (et dernière) période, et que les socialistes étaient les principaux alliés de la bourgeoisie et du fascisme, imposa à tous ses partis une politique résolument anti-unitaire et sectaire.
(7) Document préparatoire du XXIIIe Congrès.

gauche, telle qu'on l'a connue avec son élan et ses victoires de 1971 à 1977 est répudiée *dans les faits*. Ainsi, lorsque François Mitterrand, au mois de décembre 1978, estime souhaitable une réunion du Comité de liaison, Georges Marchais réplique brutalement le lendemain : « Que l'on ne compte pas sur le Parti communiste pour se prêter à des opérations politiciennes bien dans la tradition social-démocrate ».

Nous, socialistes, nous constatons que *le choix exclusif de l'union à la base a toujours correspondu pour le P.C. à une période de repli et de sectarisation, c'est-à-dire à un choix anti-unitaire*. Nous constatons que, chaque fois, non seulement la gauche, en tant que force politique, a gravement pâti de ce choix, mais que le P.C. lui-même n'en a jamais tiré aucun bénéfice : tout au contraire. En 1934, au terme de la troisième période (8), le nombre de ses adhérents qui avait constamment décrû depuis la scission de Tours, s'établissait entre 30000 et 40000. Après le Front Populaire il devrait monter à plus de 300000.

Nous affirmons qu'une telle politique se révèle d'ailleurs impraticable. Où commence au juste la base ? Et où, en fait, le P.C.F. décide-t-il de l'opportunité de l'union à la base, si ce n'est, souverainement, au sommet ? Au lendemain du XXIIIe Congrès, des sections socialistes qui proposaient des actions communes à la section communiste se sont vu signifier un refus sous prétexte qu'il s'agissait là d'union au sommet, du fait que les bureaux de sections devaient se rencontrer ! Et, par exemple, la section socialiste d'entreprise Renault-Billancourt ayant écrit à la section communiste pour demander une rencontre, celle-ci lui a été refusée par lettre signée du secrétaire fédéral des Hauts-de-Seine, membre du Comité Central du P.C. Ainsi le sommet se substitue-t-il à la base pour répondre en son nom et à sa place (19 septembre 79). Arrivés à ce point, il ne reste plus d'autre espoir aux militants communistes que de débaucher par-ci par-là quelque adhérent du P.S. C'est une politique à la petite semaine, qui ne répond pas aux objectifs proclamés.

Allons plus loin. Qu'est-ce donc que cette prétendue « large union » dont on exclut à l'avance sections socialistes, sections

(8) Cf. note 6, page précédente.

syndicales cédétistes, F.O., F.E.N., groupes d'extrême-gauche, mouvements autonomes de femmes, d'immigrés, d'écologistes, sections de la Ligue des Droits de l'Homme, bref, toutes les organisations qui ne se situent pas dans la mouvance communiste ? A quoi vise cette « union » du P.C. avec lui-même, sinon à tenter de démontrer qu'il est seul à défendre les travailleurs ? A quoi aboutit-elle presque immanquablement, si ce n'est à désarmer un peu plus la population devant la politique de classe de Giscard d'Estaing ?

7. ACTION A LA BASE ET UNION DE LA GAUCHE

En revanche, nous disons, nous socialistes, que lorsqu'une stratégie d'union correspondant aux aspirations de la base est définie entre deux grands partis alliés qui se respectent, cette union sera d'autant plus solide et profonde qu'elle se répercutera à tous les échelons des organisations.

Après tout, rien n'a empêché le P.C., de 1972 à 1977, de proposer et promouvoir des actions à la base, de multiplier les rencontres à la base entre sections locales du P.C. et du P.S. Force est de constater qu'il s'en est généralement abstenu (et s'en abstient encore assez généralement aujourd'hui). Redoutait-il les contacts et les débats entre militants ?

Mais nous disons aussi que cette union du sommet à la base, de la base au sommet, *ne peut pas s'accommoder d'agressions permanentes contre le parti allié et sa direction.* Ce qu'est une agression, Georges Marchais l'a lui-même défini à l'émission *« Cartes sur table »* du 24 avril 1978 : « Il y a agression, a-t-il affirmé sans rire, quand on prête à un parti une politique qui n'est pas la sienne ».

Voilà bientôt cinq ans que la direction du P.C. attribue au P.S. une politique qui n'est pas la sienne.

■

Coll. Fondation Jean-Jaurès

L'union de la gauche

entre partenaires égaux

1. FRONT DE CLASSE, UNION DES FORCES POPULAIRES, UNION DE LA GAUCHE

Nous, socialistes d'Épinay, avons toujours pensé que pour que les choses changent en France (où le P.S. et le P.C. sont puissants tous les deux), il faut que se rassemblent toutes les forces qui ont un intérêt majeur au renversement du régime capitaliste. Ces forces sont constituées :

— d'abord par l'ensemble des salariés exploités (de l'industrie privée, du secteur public, des services) ;

— mais aussi par les petits exploitants de la ville et de la campagne, que l'extension et la concentration du capitalisme

Collection Jean Jaurès

ont réduits à la situation de « quasi-salariés », asservis en fait à de grands trusts.

Elles forment ce que nous appelons le front de classe.

Le front de classe a une double expression, l'une sociale, l'autre politique.

L'expression *sociale,* c'est *l'union des forces populaires* (au sens que lui donne le P.S.) (1), c'est-à-dire l'union de toutes les forces politiques, syndicales, associatives qui se réclament du combat de la gauche et qui entendent *agir* ensemble sur des objectifs ponctuels et des revendications précises.

L'expression *politique* du front de classe, c'est l'Union de la gauche. Cette union doit se traduire par un accord entre les organisations politiques, un *contrat de gouvernement,* élaboré en commun, signé entre partenaires égaux, c'est-à-dire tel qu'*aucune des parties prenantes ne puisse revendiquer un rôle dirigeant.* Les divergences doivent être négociées entre alliés égaux en droits. C'est ainsi que fut établi, en 1972, le Programme Commun de Gouvernement.

Cette *stratégie,* qui est celle dans laquelle a décidé de s'engager le P.S. à Épinay et qui s'est concrétisée par la signature du Programme commun, les socialistes l'ont fidèlement appliquée. Ils ont mené leurs campagnes sur le programme ; ils ont rompu toutes les alliances au centre qu'avait pu passer précédemment la S.F.I.O. ; ils ont constitué des listes communes ; ils ont mis en pratique, aux législatives, les accords de désistement avec une rigueur jamais connue jusque-là, même à l'époque du Front Populaire.

Cette *stratégie,* nous l'avons réaffirmée clairement au Congrès de Metz, en 1979, après l'échec électoral des partis de la gauche désunie, dont est responsable le Parti communiste. Nous avons tenu à la réaffirmer, car nous sommes convaincus qu'il n'y a pas d'autre stratégie possible pour engager le pays dans la voie du socialisme. *Il n'y a pas d'alternative à l'Union de la gauche.*

(1) Cette expression est en effet employée dans des sens un peu différents par le P.C. et par la C.F.D.T.

2. STRATÉGIE OU TACTIQUE ?

Au moment où le P.S., dans son Congrès constitutif d'Épinay, a décidé de proposer au P.C.F. la conclusion d'un accord programmatique de gouvernement, le nombre de ses adhérents ne dépassait pas 60000, et le pourcentage de voix socialistes aux élections, additionnées à celles des radicaux de gauche, atteignait à peine 18 %. Dans les mois qui ont précédé le congrès, certains de ses militants souhaitaient que le Parti travaille dans un premier temps à se renforcer afin d'aborder plus tard les négociations en meilleure posture.

Le Congrès d'Épinay a passé outre à ces avertissements. *Pourquoi ?* Parce que, dès ce moment, le parti a identifié son avenir à celui de la gauche tout entière. Son objectif majeur était la victoire de la gauche, seul moyen de réaliser un changement profond dans le pays. L'analyse qu'il faisait de la société française l'avait convaincu que la gauche était *potentiellement* majoritaire en France. Mais pour qu'elle le devienne effectivement, *réellement,* il fallait d'abord qu'elle se rassemble.

Certes, les socialistes estimaient que le P.S. nouveau-né avait tout à gagner lui aussi dans cette entreprise. Ils pensaient qu'un Parti socialiste résolument unitaire accroîtrait son recrutement, rapatrierait un certain nombre d'électeurs foncièrement socialistes qui avaient cessé de croire à la S.F.I.O., persuaderait de nombreux militants et exercerait son attraction sur beaucoup de ceux qui votaient jusque-là au centre.

Mais la partie, après tout, n'était pas jouée : il aurait pu se faire que l'ensemble de la gauche progresse sans que change le rapport des forces entre les deux grands partis. Ou que la progression profite surtout au P.C.F. C'est ce qu'on avait pu voir au temps de ce grand mouvement d'Union de la gauche que fut le Front Populaire.

C'était donc un risque à courir et le P.S. était prêt à le courir. Oui, il voulait devenir un puissant parti. Oui, il voulait rééquilibrer la gauche, mais c'est d'abord parce qu'il était convaincu que ce rééquilibrage inspirerait confiance aux électeurs et aux électrices. *Et il n'a jamais subordonné son appartenance à l'Union de la gauche à ce rééquilibrage,* c'est-à-dire à l'obten-

tion de tel ou tel pourcentage de votants. Il a toujours été prêt à se soumettre au verdict des électeurs.

Le P.C. se conduit tout autrement. Il comptait bien, sans doute, se retrouver comme en 36 le principal bénéficiaire de l'union, et c'est sous cette condition qu'il s'y engageait :

— puisque les premières attaques de Roland Leroy et de Georges Marchais ont été lancées au lendemain des six élections partielles de septembre 1974, au moment précis où il est apparu, sans conteste, que le P.S. devenait le premier parti de gauche et que l'écart allait continuer à se creuser entre le P.C. et lui ;

— puisqu'à partir de sa conférence de janvier 1978 et jusqu'aux élections de mars, la direction du P.C. a laissé entendre que les désistements des candidats communistes pourraient être subordonnés au chiffre des résultats obtenus par leur parti dans l'ensemble du pays ;

— puisqu'au XXIIIe Congrès Georges Marchais a longuement expliqué que le P.C. n'était pas encore assez puissant pour que puisse renaître, dans la période actuelle, l'accord « au sommet », l'accord « souhaitable » avec le P.S.

Nous disons, nous socialistes, qu'en donnant la priorité au renforcement de son parti sur le succès de l'Union de la gauche, en faisant aujourd'hui dépendre la reprise de l'union d'un « rééquilibrage dans le bon sens », Georges Marchais apporte la preuve que l'Union de la gauche n'était pas pour lui, comme elle l'est pour François Mitterrand et pour le Parti socialiste, une véritable *stratégie* mais une simple manœuvre de *tactique*.

Nous voulons dire par là que nous, socialistes, nous nous sommes engagés dans l'Union de la gauche comme dans une immense bataille contre la droite, à laquelle nous avons consacré toutes nos forces, alors que le P.C., lui, s'y engageait comme dans une opération destinée à se renforcer.

La victoire de la gauche était pour le P.S. l'objectif principal, et l'Union de la gauche le moyen d'obtenir cette victoire collective, de gagner tous ensemble au profit de tous. Pour le P.C., l'objectif principal était sa propre domination, et l'Union de la gauche un moyen d'assurer cette domination sur un rassem-

blement devenu de plus en plus large grâce aux efforts de tous. Un moyen de faire servir l'élan de tous à ses propres fins.

Les progrès du P.S. ont permis au P.C., par le jeu des accords de désistement et des listes communes, de conquérir un nombre appréciable de sièges à l'Assemblée nationale, dans les conseils municipaux et départementaux, ainsi que de nombreuses municipalités. Mais avant même que ces résultats soient tous acquis, dès qu'il est apparu que le P.S. était en train de gagner la première place sur le terrain électoral, le P.C. est passé à l'attaque contre son allié. Lorsque tous les résultats ont été acquis, il a redoublé d'efforts. L'attaque est devenue matraquage, l'Union de la gauche, n'ayant pas rempli l'office qu'on attendait d'elle, a été sacrifiée.

3. PLURALISME ET FAUX PLURALISME

Donner la priorité à sa propre domination, c'est refuser *en fait* le pluralisme qu'on accepte *en paroles*. Georges Marchais a encore affirmé au XXIIIe Congrès que « le socialisme aux couleurs de la France » serait pluraliste. Il s'agit de s'entendre.

Le pluralisme est la reconnaissance de la diversité des courants dans l'ensemble de la gauche. Diversité qui s'exprime dans la diversité des organisations politiques et syndicales de gauche.

Elle est fondée en partie, *mais en partie seulement*, sur la diversité des catégories qui forment le front de classe. Toutes ces catégories, prises dans leur ensemble, ont *le même intérêt fondamental* à la suppression du régime capitaliste. L'exploitation qu'elles subissent, leurs conditions de travail et leurs conditions de vie tendent à s'unifier selon le modèle de celles de la classe ouvrière. Mais chacune d'elles a aussi ses intérêts particuliers, ses revendications particulières. A salaire égal, dans notre société, un ouvrier, un instituteur, un employé du tri postal ont des façons de voir différentes sur la manière dont devrait changer la vie. Ces revendications particulières pourront se contrarier le jour où la gauche sera au pouvoir. Elles devront être négociées.

Toutefois, si la diversité des courants n'était fondée *que* sur l'origine sociale, cela voudrait dire que chaque parti ou chaque

syndicat représente une couche sociale ou un groupe de catégories bien déterminés, à l'exclusion des autres. Ce qui n'est pas. La C.F.D.T., par exemple, a tout autant vocation à représenter les ouvriers d'usine (textile, métallurgie) que la C.G.T. Le P.S. et le P.C. sont chacun représentatifs de tout le front de classe dans sa diversité. Les proportions ne sont pas les mêmes ? Mais les proportions peuvent changer à l'intérieur de l'un et l'autre parti.

Ainsi les différences entre courants débordent l'appartenance sociale. La conscience de classe des travailleurs dans leur ensemble est bien orientée contre la classe possédante dans son ensemble, *mais elle n'uniformise pas pour autant la pensée de tous.* Et nous disons « heureusement ! » car l'uniformité atteinte tendrait vers l'immobilité.

Depuis ses origines, dans tous les pays et plus particulièrement en France, le socialisme s'est toujours exprimé dans des courants de pensée divers. Avant la scission de Tours, tous ces courants cohabitaient dans la vieille C.G.T. et la S.F.I.O. A partir de la scission, ils se sont divisés en deux courants majeurs. Le parti bolchevik russe lui-même a connu des débats d'une grande âpreté entre courants, jusqu'au moment où la chappe de plomb du stalinisme s'est abattue sur le parti et sur tout le pays.

Être pluraliste, c'est reconnaître à tous les courants qui se réclament du socialisme un droit égal à l'existence, à l'expression, à la libre détermination.

C'est pourquoi, comme nous le disions plus haut, nous, socialistes, sommes pluralistes *jusque dans nos rangs.*

C'est pourquoi nous considérons qu'une démocratie populaire comme la Tchécoslovaquie, où il existe bien *formellement* un parti paysan et un parti socialiste, mais où ces partis sont totalement inféodés au P.C.T., *n'est pluraliste que de nom.*

S'agissant de l'Union de la gauche, le pluralisme suppose la reconnaissance pleine et entière de l'égalité entre les composantes de cette union. Certes, l'émulation est légitime entre partenaires. Il est naturel que chacun veuille renforcer sa propre organisation et accroître son influence. Mais le plura-

lisme exclut toute domination proclamée de droit, toute domination imposée de fait.

C'est pourquoi nous disons qu'en cherchant systématiquement à imposer son hégémonie sur l'Union de la gauche, la direction du P.C.F. n'est pas véritablement pluraliste, en ce qu'elle ne prend pas en compte la diversité des apports historiques du mouvement ouvrier.

Car être pluraliste, c'est d'abord respecter son allié comme un égal. Accabler celui-ci d'accusations sans preuve, le calomnier, s'acharner à l'affaiblir ou à le faire plier par tous les moyens, c'est là le contraire même du pluralisme. Et c'est le contraire d'une politique d'union, car les deux sont indissolublement liés.

Nous disons que nous tous, qui combattons dans les rangs du P.S. pour que triomphe la gauche, avons le droit d'être respectés dans le choix que nous avons fait de notre parti. Nous disons que chaque socialiste ne peut pas ne pas se sentir personnellement agressé dans ce choix quand il ouvre *l'Humanité.*

Nous savons qu'aucune organisation n'est parfaite, nous connaissons les défauts de notre parti, nous en débattons entre nous. Nous sommes prêts aussi à débattre *honnêtement* de la politique du P.S. avec les militants du P.C., comme de la politique du P.C. Mais nous ne nous sentons pas le moins du monde coupables d'être socialistes, nous en sommes plutôt fiers.

4. ROLE DIRIGEANT ET AVANT-GARDE

Le choix que le P.C. a fait de se renforcer à tout prix aux dépens du P.S. et de l'Union de la gauche, il lui faut bien le justifier. Il avance trois raisons liées entre elles et qui relèvent, selon lui, d'une analyse qu'il croit scientifique du mouvement historique :

a) Il donne à la classe ouvrière le *rôle dirigeant* sur l'ensemble des forces de gauche.

b) Il s'octroie à lui-même et à lui seul la dénomination de *« parti de la classe ouvrière ».*

c) En tant que « parti de la classe ouvrière », il se considère

comme « *l'avant-garde* » de celle-ci, appelée à faire triompher sans partage sa doctrine et sa politique.

a) *Le rôle dirigeant*

Nous pensons, nous socialistes, que la classe ouvrière (au sens traditionnel du mot et au sens où l'emploie le P.C.) occupe *une place centrale* dans le front de classe. Par son expérience de l'exploitation capitaliste, par son histoire et par ses traditions d'organisation, elle est la partie la plus combattante de ce front, le *principal moteur* des luttes.

Nous ne lui reconnaissons pas pour autant *le rôle dirigeant*. Nous estimons que toutes les autres catégories ont leur mot à dire et leurs revendications à faire valoir à égalité avec elle. Nous pensons qu'un « front » marche tout entier du même pas. Il ne doit y avoir dans un front ni dominant ni dominé.

b) *Le parti de la classe ouvrière*

Nous jugeons qu'il est faux de dire que le P.C. est *LE* parti de la classe ouvrière. Il ne détient pas l'exclusivité de sa représentation. P.S. et P.C. sont l'un comme l'autre *les* partis de la classe ouvrière et les partis du front de classe dans son ensemble, comme le montre le partage de l'électorat ouvrier traditionnel entre les deux partis dans tous les derniers scrutins.

c) *L'avant-garde*

Nous n'acceptons pas la notion d'*avant-garde* qui est celle du Parti communiste et des groupes trotskystes parce qu'elle nous paraît être justement une notion inégalitaire qui porte atteinte à la notion de pluralisme et à l'esprit de l'Union de la gauche.

Elle renferme l'idée qu'il y aurait dans le front de classe une « élite » et une piétaille, dans l'Union de la gauche un parti privilégié et des suiveurs. Elle renvoie à une conception léniniste de la prise du pouvoir qui nous paraît totalement inadaptée au type de société évoluée où nous vivons.

Ces notions de rôle dirigeant de la classe ouvrière et de SON parti, de parti d'avant-garde, demeurent des notions directrices du P.C., même dans les périodes où elles sont tenues dans

l'ombre (2). Ce sont de véritables points de doctrine. *On voit qu'elles sont contradictoires avec la stratégie de l'Union de la gauche.* Là est bien la pierre d'achoppement.

Parce que nous, socialistes, nous respectons le Parti communiste et ses militants, nous estimons que c'est aux communistes eux-mêmes à examiner cette contradiction, à la soulever dans leurs sections, à rechercher les moyens de la résoudre. Une doctrine peut évoluer et s'affiner. Un point de doctrine peut être rectifié : on l'a bien vu quand le XXIIe Congrès du P.C. a abandonné la formule de « dictature du prolétariat », et le XXIIIe la formule de marxisme-léninisme.

Mais en fait, tout se passe comme si la direction communiste, lors de ces deux derniers congrès, avait sacrifié les formules par trop inopportunes du passé, tout en sauvegardant le noyau dur de l'héritage qui ferait du Parti communiste le seul dépositaire de l'espoir des masses populaires. Fût-ce aux dépens de l'amélioration de leur sort et d'une libération qui ne serait plus conforme au dogme.

Nous posons donc le problème aux communistes. Car, tant que cette contradiction ne sera pas prise en compte par eux, le P.C. pourra continuer de jouer sur l'un ou l'autre des deux tableaux selon les moments : tantôt l'alliance constructive et la négociation avec un partenaire qu'il croit faible, tantôt le repli, la division, le sectarisme et l'agression contre un partenaire devenu fort.

C'est le droit du P.C. de définir sa doctrine en toute indépendance. Mais c'est le droit des socialistes, injustement attaqués, de montrer les rapports qui peuvent exister entre cette doctrine et la dure expérience que vient de connaître la gauche française.

(2) Elles font partie des habitudes de pensée des militants et sont entrées jusque dans leur langage. Et, par exemple, dans leur bouche, une expression comme « les travailleurs pensent que... » introduit d'ordinaire l'exposé des idées ou des positions de leur parti. Car ils sont convaincus qu'ils parlent *au nom* de la classe ouvrière.

■

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Garder le cap

La stratégie unitaire est une stratégie pluraliste. Union de la gauche, acceptation du pluralisme, démocratie sont une seule et même chose. Si la gauche avait gagné les élections, le gouvernement du Programme commun devait être un gouvernement pluraliste. Et le socialisme vers lequel se serait alors acheminée la France, le socialisme autogestionnaire auquel le P.C. affirme s'être rallié après l'avoir combattu, aurait été un régime pluraliste.

C'est pourquoi nous disons : on ne construit pas le socialisme avec les pratiques et les méthodes que nous venons d'analyser. Nous leur opposons notre idée du socialisme et nos méthodes, et notre pratique.

Le pari d'Épinay, ce renouvellement des deux partis par l'adoption et la pratique de l'Union de la gauche, nous ne l'avons pas perdu : nous avons largement entamé et nous continuons d'accomplir notre propre renouvellement. Mais nous

l'avons incomplètement gagné car le P.C., lui, n'a pas encore opéré un changement décisif.

Cela ne nous empêche pas de poursuivre notre route, même si nous savons aujourd'hui qu'elle sera plus longue que prévu.

Le Printemps de Prague a montré comment un parti communiste peut se transformer et se retrouver en accord profond avec son peuple. On voit aujourd'hui le Parti communiste italien, qui a longtemps préféré le compromis historique avec la Démocratie chrétienne à l'Union de la gauche, s'interroger et commencer à évoluer.

Nous sommes convaincus que la stagnation de l'électorat communiste que l'on constate depuis plusieurs années, le tassement qu'enregistre le P.C. dans ses fiefs ouvriers lui donnent à réfléchir : de tels faits sont étroitement liés à l'absence du renouvellement nécessaire. Ils ne peuvent que s'aggraver, et ce n'est pas le vote *occasionnel,* comme lors des élections européennes, d'électeurs poujadistes ou chauvins qui peuvent compenser ce recul ni le dissimuler longtemps.

Nous pensons qu'un grand parti ne peut pas s'obstiner indéfiniment dans une politique sans issue pour les forces populaires.

Nous savons que les militants communistes sont troublés. Ils ont durement ressenti l'échec de mars 1978 ; même quand ils ne se l'avouent pas, beaucoup d'entre eux ont perçu la terrible responsabilité de leur parti dans cet échec. Ils ont du mal à se faire à l'idée qu'« il n'y aura pas de grand soir, serait-ce un grand soir électoral » (1).

Nous savons qu'un très grand nombre d'entre eux ne croient pas, même lorsqu'ils n'osent pas le dire, que le Parti socialiste « a viré à droite », que le P.S. n'a pas changé et ne changera pas.

Une sourde bataille, confuse encore, et encore très limitée, se déroule à l'intérieur du P.C. Elle ne fait que commencer.

Nous, socialistes, nous rappelons que la crise économique est profonde et durable, que le chômage va continuer d'augmenter, que l'inflation non seulement n'a pas diminué mais ne sera

(1) Rapport de Georges Marchais au XXIIIe Congrès et résolution du Congrès.

même pas stoppée dans sa montée (2), que le Pouvoir s'attaque à la Sécurité sociale et aux rémunérations des travailleurs et qu'il n'a jamais été aussi impopulaire.

Nous répétons que nous n'avons qu'un ennemi : la droite au pouvoir ; qu'un objectif : lui arracher ce pouvoir pour construire une société plus juste.

Dans ces conditions, nous posons à tous les communistes deux questions très simples :

— *Première question :* Oui ou non, la gauche peut-elle gagner dans un avenir prochain ?

Nous autres, nous répondons : « oui ».

— *Seconde question :* Oui ou non, ne faut-il pas tout faire pour qu'elle gagne ?

« Oui encore », affirmons-nous.

Or, depuis son XXIIIe Congrès, le P.C.F. préconise la seule « union à la base » dans la période actuelle, et il semble bien que cette « union à la base » écarte jusqu'aux ententes entre sections, ainsi que nos camarades sont en train d'en faire l'expérience un peu partout. Plus « d'accords de sommets », « d'accords d'états-majors » (3). Plus de « comités-spectacles » (4).

L'accord politique avec le P.S. n'a pourtant pas été définitivement exclu par le XXIIIe Congrès. Il est même qualifié d'« indispensable » dans la résolution adoptée. Mais il est renvoyé à plus tard. Quand ? « L'avenir le dira » a répondu Philippe Herzog dans son rapport devant le Comité Central du P.C.F. le 12 septembre.

Et en attendant ? Eh bien, en attendant, « nous voulons organiser l'union à la base avec nos propres forces », a déclaré le 8 septembre Georges Marchais sur TF 1, pour la défense de nos revendications. Le Parti socialiste n'a qu'à faire pareil avec les siennes ».

Quoi donc, l'« union » chacun de son côté, avec ses propres militants et sympathisants ! Des accords politiques repoussés dans un avenir indéterminé ? L'union avec soi-même ? La

(2) Elle sera cette année de 11 à 12 % contre un peu moins de 10 % en 1978.
(3) Georges Marchais, Comité Central du P.C.F. du 12 septembre.
(4) Charles Fiterman : *l'Humanité* du 6 septembre.

bataille pour des revendications seulement ? Est-ce là un débouché à la situation actuelle ? Est-ce là une perspective politique ?

Nous, socialistes, sommes prêts à faire l'union *à tous les niveaux. Et tout de suite.*

C'est pourquoi le Parti socialiste a pris l'initiative de relancer l'Union de la gauche. Il l'a fait solennellement le 20 août 1979 par la voix de son premier secrétaire. Estimant qu'à une crise politique, économique et culturelle aussi grave que celle dans laquelle s'enfonce la France, on ne peut répondre que par une *« solution politique d'ensemble »*, François Mitterrand a rappelé une fois de plus que, pour son parti, une telle solution ne laisse place à aucun choix. C'est *« l'union des forces populaires, l'élargissement de la base sociale des luttes, dont la traduction politique ne porte qu'un nom : il s'agit de rétablir dans toute son ampleur l'Union de la gauche »*.

Il a proposé des rencontres bilatérales à toutes les organisations politiques, syndicales, associations, et s'est déclaré « disponible » pour une rencontre avec le P.C.

Cet appel a été qualifié de « manœuvre politicienne » par Georges Marchais (5). « Manœuvres, opérations politiciennes », ces termes ont été systématiquement repris depuis lors pour désamorcer les efforts unitaires du P.S. Que les militants communistes réfléchissent : les dirigeants de leur parti prennent ainsi la grave responsablité de contribuer à déconsidérer toute action, toute démarche politique. Ils courent le risque de faire le jeu non seulement du Pouvoir mais des courants les plus troubles.

Quant à la rencontre elle-même, Georges Marchais a jugé qu'elle était secondaire (6) et Pierre Juquin a annoncé qu'il n'en attendait rien (7).

Et pourtant la rencontre a eu lieu. Car, devant l'ampleur de l'offensive du pouvoir, *il n'était pas possible à la direction du P.C. de la refuser.*

Quelque chose a bougé à gauche sous l'impulsion du P.S.

(5) Sur RTL, le 1er septembre 1979.
(6) Sur RTL, le 1er septembre 1979.
(7) *L'Humanité* du 13 septembre 1979.

C'est un premier pas. *Un petit pas, mais réel, puisque les deux partis appellent à des actions communes.*

« Les deux formations sont convenues de favoriser les convergences qui pourraient se manifester sur le terrain même (des) luttes pour la satisfaction des différentes revendications populaires. Ces convergences peuvent également se traduire par la réunion des conseils municipaux d'Union de la gauche, notamment en vue de mobiliser l'opinion contre la hausse des impôts ».

Il est vrai qu'à cette même rencontre la délégation communiste a refusé à la délégation socialiste la signature d'un « pacte de non-agression » entre les deux partis analogue à celui qui avait été conclu en juin 1934 quelques mois avant la constitution du Front Populaire.

Il est vrai que trois jours plus tard, au « Club de la Presse », Georges Marchais a tenté de justifier ce refus en déclarant : « Nous ne nous plaçons jamais en position d'agression », et qu'il n'a pas craint de se démentir tout aussitôt en ajoutant que le débat démocratique était indispensable pour faire apparaître le « double jeu » du P.S.

Au cours de cette même séance, il n'a pas craint d'accuser François Mitterrand d'avoir accepté l'Union de la gauche pour des « ambitions personnelles ».

Nous disons :

1. que ce sont là des agressions caractérisées ;

2. que Georges Marchais confond systématiquement le débat démocratique avec un allié et l'agression pure et simple contre cet allié.

Nous savons donc que la route de l'unité retrouvée sera difficile et que la mise en œuvre des décisions du 20 septembre exigera beaucoup d'efforts.

Mais un résultat est acquis, qu'il faut maintenant exploiter.

Les militants socialistes s'y emploient tous. Car ils n'ignorent pas que s'ils avaient été plus nombreux, plus aguerris, plus présents sur les lieux de travail, il aurait été plus difficile aux responsables du P.C. de lancer et d'entretenir la polémique

contre le P.S. à partir de l'automne 1974. Les militants socialistes ont donc à cœur de s'affirmer chaque jour davantage dans les entreprises et, sans se laisser intimider par le P.C., de s'y faire les champions de l'union.

Mais c'est aussi l'affaire de tous les hommes et femmes de gauche et, parmi eux, des militants et militantes communistes qui nous lisent.

■

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Annexe 1

La déclaration du 31 mai 1979

A partir du 15 octobre 1974 (à l'exception de deux répits, aux printemps de 1976 et 1977), puis avec une violence redoublée à partir de l'été 1977, le P.C.F. a entrepris de dénigrer, de déconsidérer, de calomnier, d'affaiblir systématiquement et par tous les moyens son allié le P.S.

Cette entreprise n'a pas réussi, et ne peut réussir, parce que le P.S. fait chaque jour plus éloquemment la preuve de son ancrage à gauche.

Si elle avait réussi, si elle réussissait, elle ne pourrait avoir d'autre résultat que d'octroyer à la droite au pouvoir un bail d'une durée indéterminée. Car la gauche divisée et un parti socialiste faible, c'est le tête-à-tête bien connu entre une droite qui se sait les mains libres et un P.C. puissant, mais incapable à tout jamais de conquérir à lui seul la majorité dans le pays.

C'est pourquoi le P.S., après s'être longtemps volontairement borné à ne répliquer qu'aux calomnies les plus exorbitantes du

P.C., a lancé le 30 mai 1979 à celui-ci un avertissement solennel pour le placer devant ses responsabilités :

DÉCLARATION DU BUREAU EXÉCUTIF DU PARTI SOCIALISTE

Que veulent donc les dirigeants du Parti communiste français ?

Jour après jour, les dirigeants communistes frappent à coups redoublés sur le Parti socialiste.

Jour après jour, contre le Parti socialiste, contre son premier secrétaire, François Mitterrand, tout leur est prétexte à répéter comme vérités les allégations les plus fantaisistes, les plus mensongères. Le 29 mai encore, ouvrant la campagne officielle télévisée pour les élections à l'Assemblée européenne, Georges Marchais a utilisé la moitié de son temps d'antenne à attaquer le Parti socialiste.

Pourquoi cet acharnement ? Pourquoi cette violence ? Et à qui profite cette campagne anti-socialiste ?

Femmes et hommes de gauche, vous le savez, cette campagne ne profite qu'à la droite. Déjà, l'an dernier, en concentrant ses attaques contre le Parti socialiste, en rompant avec l'Union de la gauche, le Parti communiste a sauvé la droite de la défaite.

Un an après, chacun peut mesurer où nous a conduit l'échec de la gauche, voulu par Georges Marchais et les autres dirigeants communistes : la situation des travailleurs, salariés, paysans, petits commerçants, artisans, s'est aggravée, et elle s'aggrave chaque jour. En avril encore, 1 % d'augmentation des prix, hausse brutale des loyers, des transports, nouvelle poussée du chômage, inquiétudes sur la monnaie. Le gouvernement de la droite applique sans retenue, une politique de classe, d'aggravation des inégalités sociales, de renforcement de l'exploitation capitaliste.

Alors, avec vous tous, qui souffrez de cette politique, qui voulez une autre politique, nous disons aux dirigeants communistes : c'est assez ! Assez de procès d'intention, d'attaques personnelles, de mensonges !

Nous, socialistes, nous n'avons qu'un adversaire : la droite, cette bourgeoisie d'argent, âpre et dure aux exploités.

Oui, nous socialistes, nous sommes pour l'Europe parce que nous voulons enfin la paix entre des peuples qui se sont si souvent déchirés dans le passé ; nous voulons l'Europe des travailleurs contre l'Europe des capitalistes qui, elle, existe déjà. L'émancipation des travailleurs ne se fera pas dans l'isolement nationaliste.

Oui, nous sommes fidèles à la tradition de toujours du mouvement ouvrier français, à la tradition d'internationalisme, et nous répétons avec Jaurès : « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène ». Et, avec beaucoup de travailleurs, nous nous étonnons que les communistes, abandonnant cette tradition, reprennent à leur compte les pires arguments du chauvinisme.

Oui, l'intérêt des travailleurs est de s'unir, alors que leurs adversaires ont intérêt à les diviser. Et Willy Brandt a eu raison de le rappeler au grand meeting des socialistes européens, le 25 mai, Willy Brandt, qui a tout fait pour ramener son pays vers la démocratie et qui, en matière de résistance aux nazis, n'a de leçon à recevoir de personne, y compris de l'actuelle direction du Parti communiste français.

Oui, nous appelons les travailleurs de France à être présents, le 10 juin, au rendez-vous des socialistes d'Europe, qui seront, à l'Assemblée européenne, la principale représentation du monde du travail.

Oui, nous sommes fidèles au Programme commun de la gauche qui disait : « Participer à la construction de la Communauté économique européenne, à ses politiques communes ». Si les dirigeants communistes ont changé d'avis sur ce point comme sur tant d'autres, c'est leur affaire. Mais chacun est en droit de se demander pourquoi.

Oui, le 10 juin, nous appelons les travailleurs de France à infliger une sévère leçon aux politiciens de droite, les Lecanuet, les Poniatowski, les Edgar Faure, regroupés sur la liste Barre-Veil, à ceux qui rêvent de faire, pour l'Europe, la désastreuse politique qu'ils font en France.

Oui, les travailleurs de France se rassembleront sur le Parti socialiste, parti de l'Union et de l'Espérance, ils repousseront les incorrigibles propagandistes du sectarisme et du refus.

Vous tous, travailleurs, hommes et femmes de gauche, qui placez depuis des années votre espoir dans le rassemblement des forces populaires, vous ne laisserez pas saccager les chances de l'Union. Vous n'écouterez pas la voix des diviseurs. Et, quant à nous, après cette mise au point devenue indispensable, nous n'y reviendrons pas.

Paris, le 31 mai 1979

■

Annexe 2

Le discours d'Anglet

Le 20 août 1979, devant les stagiaires du Stage national de formation d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), François Mitterrand faisait un exposé sur l'Union de la gauche et les conditions de sa relance. Ci-dessous, quelques extraits de son intervention.

(...) « A la gravité de la crise ne peut répondre qu'une solution politique. Nous considérons que le rôle du P.S. est d'appeler l'opinion à la seule solution politique capable de répondre aux questions posées, c'est-à-dire à l'union des forces populaires, au rassemblement des forces économiques et sociales, aujourd'hui dispersées, à l'élargissement de la base sociale des luttes au-delà de ce qu'il est traditionnel. Pour l'instant, cela ne porte qu'un nom : rétablir l'Union de la gauche, l'union des forces sociales. Nous n'avons pas fait d'autres analyses. Nous n'avions pas d'autre objectif en 1971. Le Congrès de Metz est donc dans la droite ligne de celui d'Épinay (...) ».

« (...) Le P.S. entend créer et développer une conscience collective qui rendra de plus en plus difficile le refus de l'unité d'action. Certes, les circonstances nous obligent à avancer pas à pas, car le P.S. ne peut se substituer aux décisions des autres. Mais avancer pas à pas, ce n'est ni piétiner ni reculer (...) ».

« (...) Mais comme il nous faut avancer pas à pas, le P.S. prend l'initiative afin de rencontrer de façon bilatérale l'ensemble des formations qui occupent le terrain sur lequel nous évoluons, c'est-à-dire aussi bien des grands partis que les organisations ouvrières et les organisations d'enseignants et celles qui s'intéressent à la consommation ou à la famille (...) ».

Annexe 3

La déclaration commune du 20 septembre 1979

Jeudi 20 septembre, en début d'après-midi, au terme de la rencontre entre les délégations du Parti communiste et du Parti socialiste, la déclaration suivante était publiée :

« La rencontre qui vient d'avoir lieu entre les deux délégations du Parti communiste et du Parti socialiste a donné lieu à un large échange de vues.

» La discussion a permis une information mutuelle sur la politique poursuivie respectivement par les deux partis. Ceux-ci ont confronté leurs conceptions de l'union et de l'action, face à la politique du pouvoir. La discussion a confirmé l'existence de divergences tant en ce qui concerne les responsabilités dans l'échec de mars 1978 que les positions adoptées sur d'importants problèmes de la période actuelle.

» Chacune des deux délégations a fait part de son activité, de ses propositions et de ses objectifs, face aux conséquences néfastes de la politique économique et sociale du Pouvoir pour la population du pays.

» Dans le cadre de la contribution concrète à la lutte des classes qu'il appartient à chacune d'elles de développer, les deux formations sont convenues de favoriser des convergences qui pourraient se manifester sur le terrain même de ces luttes pour la satisfaction des différentes revendications populaires. Ces convergences peuvent également se traduire par une réunion des conseils municipaux d'Union de la gauche, notamment en vue de mobiliser l'opinion contre la hausse des impôts et d'exiger l'allègement de l'impôt sur le revenu pour les contribuables à revenus modestes ».

CHAQUE JOUR

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Vous indique l'essentiel
des analyses et positions
du Parti socialiste

Un instrument indispensable

*

ABONNEMENT

Un an : 250 F six mois : 140 F

abonnement à adresser à Riposte, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Indiquer très lisiblement nom, prénoms, adresse ; joindre le titre de paiement (chèque bancaire ou postal).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

l'unité

l'hebdomadaire du Parti socialiste

paraît le vendredi, 6 F

*

ABONNEMENT

Un an : 180 F six mois : 110 F

Les bulletins d'abonnement sont à adresser à l'Unité, 41, boulevard Magenta, 75010 Paris, avec le nom et l'adresse précis de l'abonné, ainsi qu'avec le titre de paiement (chèque bancaire ou postal).

Supplément au N° 84 de « le Poing et la Rose », n° C.P.P.A.P. 53321. Le directeur de la publication : Lionel JOSPIN. Imprimerie Barbou, 93310 Le Pré-Saint-Gervais (844.80.69/845.80.88).

Coll. Fondation Jean-Jaurès